

Canada - Japan
Inter-Parliamentary Group



Groupe interparlementaire
Canada - Japon

Rapport de la délégation parlementaire canadienne

**Visite annuelle du coprésident du
Groupe interparlementaire Canada–Japon**

**Tokyo, Japon
Du 21 au 25 avril 2008**

Rapport

Du 21 au 25 avril 2008, l'honorable Bryon Wilfert, député, coprésident du Groupe interparlementaire Canada–Japon (GICJ), a dirigé la visite annuelle du coprésident du GICJ à Tokyo, au Japon. L'objectif principal de la visite était de prendre appui sur la 15^e réunion bilatérale annuelle des parlementaires canadiens et des membres de la Diète qui a eu lieu au Canada en août 2007 et de discuter des paramètres en vue de la 16^e réunion bilatérale entre les parlementaires canadiens et japonais qui se tiendra au Japon en 2008. La visite a également permis au coprésident de réitérer l'importance du partenariat entre le Canada et le Japon à ses homologues japonais. M. Wilfert était accompagné de M. Paul Cardegna, le secrétaire exécutif du GICJ.

Objectifs

- Assurer le suivi de la 15^e réunion bilatérale du Groupe interparlementaire Canada–Japon et de la Ligue d'amitié de la Diète Japon–Canada qui a eu lieu en août 2007 et discuter des objectifs et des paramètres en vue de la 16^e réunion bilatérale (Japon, 2008);
- Rehausser le profil du Canada à Tokyo en misant sur l'engagement stratégique des membres de la Diète, des représentants locaux et des entreprises japonaises et canadiennes;
- Renforcer les liens entre les parlementaires du Canada et du Japon.

Participants

La liste complète des personnes qui ont rencontré le coprésident figure à l'annexe A du présent rapport.

Tokyo

Le coprésident a amorcé sa visite à Tokyo en participant à des séances d'information très complètes offertes par l'ambassadeur Joseph Caron ainsi que par des gestionnaires de programme de l'ambassade du Canada. Les relations bilatérales, la politique nationale, le commerce et l'investissement, l'environnement et le changement climatique, la paix et la sécurité de même que les opérations de maintien de la paix et les réunions bilatérales futures entre le GICJ et la Ligue d'amitié de la Diète Japon-C

Relations bilatérales entre le Japon et le Canada

Les deux parties ont convenu que le Japon et le Canada entretiennent une relation privilégiée qui repose sur des valeurs semblables comme la primauté du droit, une perspective similaire à l'égard des affaires, des programmes sociaux solides et des traditions démocratiques de longue date. Les deux pays sont en faveur d'un investissement commercial stable dans leurs économies qui, de par leur nature, se complètent. Les intervenants des deux pays approuvent l'augmentation des échanges à tous les échelons du gouvernement et de la société et ils voient les avantages qui

peuvent découler des projets d'investissement conjoints à long terme et d'une meilleure intégration des économies et des initiatives gouvernementales du Japon et du Canada. L'année 2008 marque le 80^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Japon et le Canada. Pour commémorer cet événement, le coprésident a mentionné que le GICJ comptait organiser un symposium d'une journée sur la Colline du Parlement à Ottawa intitulé « Le Japon sur la Colline ». Cet événement aurait lieu le 14 mai 2008 et rassemblerait des universitaires, des politiciens, des bureaucrates, des gens d'affaires et d'autres intervenants qui participent aux relations bilatérales entre le Japon et le Canada. Le symposium permettrait la tenue d'une discussion exhaustive et animée sur les relations qu'entretiennent les deux pays. Enfin, on a clairement indiqué que même si les relations sont déjà solides, il est essentiel de déployer d'autres efforts pour les renforcer encore davantage.

Politique nationale et internationale du Japon

On a informé le coprésident de la situation politique actuelle au Japon. Les parlementaires japonais ont exprimé leur frustration envers l'arrangement politique en cours. Le Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir contrôle la Chambre basse de la Diète japonaise, tandis que le Parti démocrate du Japon (PDJ) – le parti d'opposition – contrôle la Chambre haute. La division entre les deux Chambres rend difficile l'adoption de projets de loi et a déjà entraîné le rejet, à la Chambre haute, de l'initiative du gouvernement visant à augmenter la taxe sur l'essence.

D'après des sondages d'opinion, ni l'un ni l'autre des partis ne semble avoir un soutien suffisant pour remporter une majorité de sièges lors des prochaines élections. Les deux partis ont décidé d'attendre la fin du sommet des dirigeants du G8 qui se déroule à Hokkaido, au Japon, en juin 2008, pour tenir des élections nationales. À la suite de ce sommet, le moment où auront lieu les futures élections fera probablement l'objet d'un grand nombre de conjectures et de discussions. À l'intérieur du pays, le Japon continue de vivre une crise en raison du vieillissement de sa population et de l'augmentation des coûts que cette crise entraînera pour les services sociaux. Ce problème a largement contribué à l'accroissement de la dette nationale du Japon.

Au chapitre des relations internationales, le Japon était prêt à accueillir le sommet des dirigeants du G8 et avait entrepris récemment de renforcer les relations avec la République de Corée et la Chine dans l'espoir de créer une collaboration économique plus étroite entre les trois pays asiatiques. En janvier 2008, le Japon a adopté une loi spéciale qui lui permet de continuer à ravitailler les navires alliés qui sillonnent l'océan Indien, initiative qui fut appréciée du Canada et de tous les autres pays alliés engagés dans la lutte internationale contre le terrorisme. Le projet de loi a fait l'objet d'un débat considérable dans la Diète japonaise et son adoption a été retardée par la Chambre haute contrôlée par le parti d'opposition. La Chambre basse a finalement voté en faveur de l'annulation de la décision de la Chambre haute et de l'adoption du projet de loi.

Commerce et investissement

Malgré la vigueur des échanges commerciaux entre le Japon et le Canada, M. Wilfert a insisté sur le fait que les deux pays peuvent tirer parti d'une meilleure intégration économique. Il a réitéré que le Canada pourrait représenter une source stable de pétrole, de bœuf, de porc, de blé, de canola et d'autres produits pour le Japon. Il a indiqué que le Japon était déjà le deuxième plus important marché d'exportation pour le porc canadien et que le Canada était une source de pétrole plus démocratique et plus stable que le Moyen-Orient.

Le Canada considère que le cadre économique conjoint de 2005 devrait constituer le point de départ des discussions menant à la négociation d'un accord de libre-échange entre les deux pays. Les Japonais ont montré de la réticence à s'engager dans d'autres discussions en vue d'un accord de libre-échange en raison des répercussions que ce type d'accord aurait sur l'industrie agricole du Japon. Les parlementaires japonais ont fait observer que le lobby agricole au Japon est très puissant et qu'il était parvenu, dans le passé, à résister aux accords de libre-échange avec des pays dont le secteur agricole était fort. Le Japon a exprimé la crainte que la participation à un accord de libre-échange avec le Canada ne nuise grandement à l'agro-industrie japonaise à une époque où le Japon tente d'accroître son indépendance alimentaire. M. Wilfert a fait valoir qu'un accord de libre-échange avec le Canada entraînerait une baisse du prix des produits alimentaires pour les citoyens japonais, ce qui était essentiel dans un contexte où le cours élevé du pétrole fait grimper les coûts.

Le coprésident a également indiqué que la vulnérabilité des sources d'énergie du Japon pourrait être atténuée au moyen de l'accroissement des investissements du Japon dans la production de pétrole des sables bitumineux du Canada ainsi que dans l'expertise canadienne au chapitre des technologies environnementales comme l'énergie nucléaire, l'énergie hydroélectrique, l'énergie solaire et éolienne et les biocarburants. Enfin, on a mentionné au Japon que le Canada demeure résolu à faire valoir l'importance d'un accès élargi aux marchés intérieurs japonais pour les produits du bœuf canadien.

Environnement et changement climatique

Le changement climatique et le réchauffement climatique ont été des sujets prédominants lors des réunions de M. Wilfert à Tokyo. Tant le coprésident que les parlementaires japonais qu'il a rencontrés ont convenu que tous les pays – développés et en développement – devaient prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Une « stratégie sectorielle », où une industrie donnée est ciblée pour la réduction de ses émissions à l'échelle internationale, plutôt qu'une stratégie nationale générale, était perçue comme un moyen plus efficace d'assurer la mise en œuvre uniforme des méthodes de production respectueuses de l'environnement. En revanche, les deux parties étaient conscientes du fait que toutes les industries devaient tôt ou tard réduire leurs émissions.

M. Wilfert a souligné que le Canada visait à fabriquer des carburants plus propres et des voitures plus économiques et qu'il désirait exporter vers le Japon le savoir-faire du Canada dans les secteurs de l'eau propre, de l'énergie propre, de la biomasse et

d'autres technologies environnementales. Il a mentionné que pour promouvoir la production d'énergie éolienne, le Canada avait créé et publié un atlas des vents au Canada qui permettait de désigner les régions où les générateurs éoliens seraient les plus efficaces. Avec l'augmentation des cours du pétrole à l'échelle mondiale, les parlementaires japonais ont montré un vif intérêt à promouvoir la conservation et les technologies moins polluantes dans le but de réduire la vulnérabilité des sources d'énergie. Ils demeurent déterminés à atteindre les cibles fixées par le protocole de Kyoto et prévoient poursuivre leurs recherches sur les méthodes de capture et de stockage de CO² et la production d'énergie nucléaire. Les deux parties ont convenu que les technologies environnementales sont un secteur qui présente d'importantes possibilités économiques pour le Canada et le Japon. Elles ont aussi reconnu que tous les pays devaient envisager la dégradation environnementale sous l'angle d'une responsabilité conjointe qui nécessitait la pleine participation de chaque pays pour contrer ce phénomène.

Paix et sécurité

M. Wilfert a indiqué que la paix et la sécurité internationale étaient un autre secteur où le Japon et le Canada pouvaient unir leurs forces. Il a fait observer que les deux pays avaient participé à des opérations conjointes de maintien de la paix dans le plateau du Golan et a mentionné que le Canada offrirait de partager son expertise et ses activités de formation dans ce domaine avec le Japon. Pour accroître les opérations conjointes entre les forces militaires des deux pays, M. Wilfert a indiqué que l'ambassade du Japon à Ottawa pourrait profiter des services d'un attaché militaire japonais au sein de son effectif. Si cela n'était pas possible, il a proposé qu'un des attachés militaires de l'ambassade du Japon à Washington soit aussi affecté en propre à Ottawa.

Il a exprimé la reconnaissance du Canada quant aux opérations de ravitaillement que les navires japonais continuent de fournir aux forces alliées dans l'océan Indien. Le représentant du Japon a expliqué que le projet de loi autorisant cette mesure avait d'abord été rejeté par la Chambre haute contrôlée par le parti de l'opposition. Le gouvernement japonais a dû recourir à sa majorité dans la Chambre basse pour veiller à l'adoption du projet de loi qui autorisait la poursuite de l'aide des forces militaires du Japon au chapitre du ravitaillement des navires alliés.

Les parlementaires japonais se sont montrés très intéressés à en apprendre davantage sur l'engagement du Canada en Afghanistan. M. Wilfert a expliqué que le rôle du Canada dans ce pays se poursuivrait jusqu'en 2011, mais qu'après 2009, le Canada axerait ses efforts sur la formation, le développement et la reconstruction plutôt que sur les opérations militaires actives, et que la Chambre des communes avait créé un comité parlementaire spécial pour examiner et surveiller l'évolution de ce dossier.

Il a également mentionné qu'au vu de l'investissement du Japon de plus de 1,2 milliard de dollars dans les efforts de reconstruction en Afghanistan, les parlementaires japonais auraient intérêt à se rendre dans ce pays déchiré par la guerre pour évaluer la situation et l'efficacité des ressources japonaises. Il a aussi indiqué que des

intervenants japonais devraient participer à un déploiement en Afghanistan pour en apprendre davantage sur les « équipes provinciales de reconstruction » (EPR).

Le Japon a expliqué que l'article 9 de la constitution japonaise interdisait au gouvernement japonais de participer à des opérations militaires et que, par conséquent, le Japon n'était pas en mesure de jouer un rôle important dans les opérations de sécurité internationale. M. Wilfert a proposé que le Japon envisage la possibilité d'amender sa constitution afin d'établir une politique étrangère activiste plus vigoureuse, notamment à la lumière du souhait récemment exprimé par le Japon d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies.

La situation liée aux aspirations nucléaires continues dans la péninsule coréenne et en République populaire démocratique de Corée (RPDC) est une autre des préoccupations du Japon en matière de politique étrangère. Cette situation, combinée aux allégations de longue date concernant l'enlèvement de ressortissants japonais par des membres de la RPDC, a rehaussé l'importance des pourparlers des six partis, auxquels a participé activement le Japon. Les parlementaires japonais ont décrit ces préoccupations à M. Wilfert qui, à son tour, a réaffirmé le soutien du Canada aux pourparlers des six partis ainsi qu'au dialogue et à l'engagement continu avec la RPDC. Enfin, toujours au chapitre de la sécurité dans cette région, le Japon s'inquiète grandement de l'accroissement des dépenses militaires de la Chine. Pour y répondre, le Japon a cherché à renforcer son arrangement en matière de sécurité avec les États-Unis.

Consultations bilatérales

Le coprésident a rencontré ses homologues de la Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada. On a convenu que la 16^e réunion bilatérale se tiendrait à Tokyo et à Hokkaido, du 16 au 23 juillet 2008. La paix et la sécurité, la coopération économique et l'environnement seraient au nombre des sujets abordés lors de la réunion.

Divers

Chambre de commerce du Canada au Japon

Lors de son séjour à Tokyo, le coprésident a rencontré des représentants de la Chambre de commerce du Canada au Japon (CCCJ). La CCCJ prévoit axer ses efforts sur les 15 secteurs de coopération énumérés dans le cadre économique conjoint, lequel a été signé par le Japon et le Canada en 2005. La CCCJ cherchait à déterminer les points applicables aux intérêts commerciaux du Canada et, par la suite, à exercer des pressions sur les parlementaires japonais concernés pour le compte des entreprises canadiennes. L'établissement de partenariats entre les universités japonaises et canadiennes destinés à promouvoir des projets de recherche et développement conjoints était un des liens que l'organisme cherchait à créer. M. Wilfert a indiqué que le gouvernement du Canada devrait réfléchir à la possibilité d'offrir des bourses pour accroître les échanges d'étudiants entre le Japon et le Canada et verser des fonds directement aux universités canadiennes dans le but de créer des liens avec les universités japonaises.

On a également demandé à M. Wilfert d'inclure la CCCJ lors des prochaines réunions et activités avec les parlementaires japonais afin d'accroître sa contribution et de rehausser le profil du milieu des affaires canadien au Japon. La CCCJ a fait observer que 50 % de l'investissement direct à l'étranger en Chine provenait d'entreprises japonaises et que le Japon restait le principal investisseur en Chine et dans les pays de l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est). Elle a laissé entendre que l'accroissement des investissements en Chine et dans les pays de l'ANASE pourrait être le mieux assuré par l'entremise des sociétés japonaises, qui ont déjà établi des attaches solides dans la région.

Conclusion

Le Parlement du Canada et la Diète du Japon entretiennent une relation très privilégiée. Cette relation, cultivée par des visites comme celle-ci, a accentué l'importance du partenariat entre le Canada et le Japon. Cette visite à Tokyo représentait une occasion rêvée pour le coprésident du Groupe interparlementaire Canada-Japon d'élargir encore davantage sa connaissance du Japon et ses contacts dans ce pays, ainsi que d'engager les discussions nécessaires liées à la planification et à l'organisation de la 16^e réunion bilatérale au Japon. Lors de cette visite, il s'avérait également indispensable que le coprésident rehausse le profil du Canada au Japon afin de renforcer et de revigorer la relation déjà solide qui existe entre le Canada et le Japon.

Un résumé des coûts du voyage est joint au présent rapport.

Le tout respectueusement soumis,

L'honorable Marie-Paule Poulin, sénatrice
Coprésidente du Groupe
interparlementaire Canada-Japon

L'honorable Bryon Wilfert, c.p., député
Coprésident du Groupe
interparlementaire Canada-Japon

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada–Japon
ACTIVITÉ	Visite annuelle des coprésidents
DESTINATION	Tokyo, Japon
DATES	21 au 25 avril 2008
DÉLÉGATION	
SÉNAT	
CHAMBRE DES COMMUNES	L'honorable Bryon Wilfert, député, coprésident du Groupe interparlementaire Canada–Japon (GICJ)
PERSONNEL	M. Paul Cardegna, secrétaire exécutif du GICJ
TRANSPORT	19, 407.97 \$
HÉBERGEMENT	3,046.39 \$
REPRÉSENTATION	858.90 \$
INDEMNITÉS QUOTIDIENNES	961.44 \$
CADEAUX OFFICIELS	449.00 \$
COÛTS DIVERS / DROITS D'INSCRIPTION	4,737.05 \$
TOTAL	29, 460.75 \$

Annexe A

Liste des personnes que le coprésident a rencontrées lors de la
visite annuelle de 2008 du coprésident du Groupe interparlementaire Canada–Japon

Tokyo, Japon

21 au 25 avril 2008

M. Keiichiro Asao, contre-ministre de la Défense, membre de la Chambre des conseillers

M^{me} Patricia Bader-Johnston, présidente, Chambre de commerce du Canada au Japon

M. Kenzo Fujisue, membre de la Chambre des conseillers

M^{me} Wakako Hironaka, ancienne présidente, Commission de la Chambre haute chargée de la recherche dans les secteurs de l'économie, du commerce et de l'emploi, et ex-ministre de l'Environnement, membre de la Chambre des conseillers

M. Andrew Horvat, professeur et chercheur invité, Université Tokyo Keizai

M. Tokio Kanoh, secrétaire général, Commission du Parti libéral-démocrate (PLD) responsable de la recherche dans les secteurs du pétrole, des ressources et de l'énergie, membre de la Chambre des conseillers

M. Masaru Kohno, professeur à l'École doctorale des sciences politiques et des sciences économiques, Université Waseda

M. Takeshi Maeda, ancien président, Comité de la Chambre haute sur les politiques nationales fondamentales, membre de la Chambre des conseillers

M. Yoshitaka Murata, secrétaire, Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada, membre de la Chambre des représentants

M. Hiroshi Nakai, secrétaire permanent, Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada, membre de la Chambre des représentants

M. Yasuhiro Nakasone, ex-premier ministre du Japon

M. Gen Nakatani, ex-ministre de la Défense du Japon

M. Sadaaki Numata, directeur exécutif, Centre de la Fondation du Japon pour un partenariat mondial et ex-ambassadeur du Japon au Canada

M. Akihiro Ohata, secrétaire en chef, Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada, membre de la Chambre des représentants

M. Quentin O'Mahony, gouverneur, Chambre de commerce du Canada au Japon

M. Philip O'Neill, vice-président, Chambre de commerce du Canada au Japon

M. Taro Sasaki, adjoint au secrétaire général, Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada

M. Yasunori Sone, professeur à l'École supérieure des médias et de la gouvernance, Université Keio

M. Naokazu Takemoto, président, Comité de la Chambre basse sur les terres, l'infrastructure et le transport, et ex-secrétaire parlementaire responsable de l'économie, du commerce et de l'industrie, membre de la Chambre des représentants

M^{me} Shinako Tsuchiya, secrétaire générale, Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada, membre de la Chambre des représentants

M. Tamisuke Watanuki, président, Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada, membre de la Chambre des représentants

M. Taku Yamasaki, président, Commission chargée de la recherche dans le secteur des affaires étrangères, membre de la Chambre des représentants